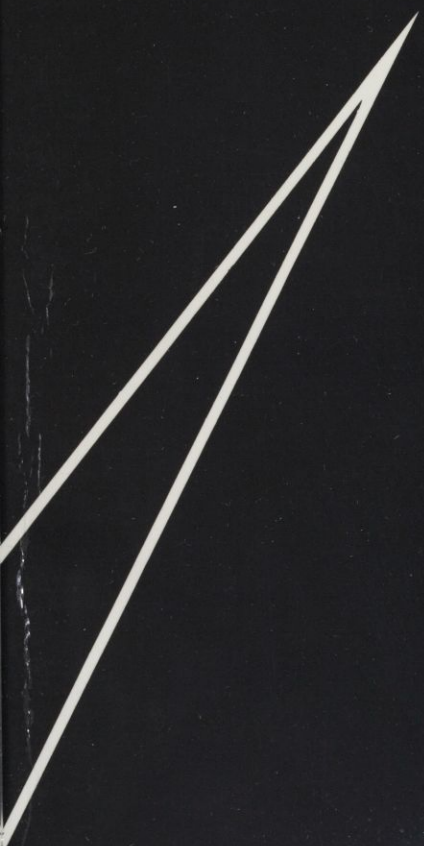
ALAIN LIPIETZ

Le capital et son espace

économie et socialisme 34



françois maspero

économie et socialisme

COLLECTION PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE CHARLES BETTELHEIM ET DE JACQUES CHARRIÈRE

5890

8°R
71092
(34)

le capital et son espace

DU MÊME AUTEUR

chez le même éditeur

Le tribut foncier urbain, collection Economie et Socialisme, série Documents et Recherches, 1974.

5L
54

alain lipietz

le capital et son espace

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
PARIS-V^e^
1977

DL-11-10-1977-23308



© Librairie François Maspero, Paris, 1977
ISBN 2-7071-0962-2

Avertissement
en guise d'introduction

Quoique s'appuyant sur la théorie marxiste (qui est avant tout la théorie révolutionnaire du prolétariat), *cet essai n'est pas un livre militant*. J'aurais pu tenter d'échapper à la critique de « théoricisme », d' « économisme », de « structuralisme », en saupoudrant les paragraphes de renvois à la « lutte des classes ». Cela n'aurait servi à rien, puisque « réduire le marxisme à la lutte des classes, c'est le réduire à ce qui est acceptable par la bourgeoisie », et que « seul est marxiste celui qui va jusqu'à reconnaître la dictature du prolétariat » (Lénine).

Dans ces chapitres, il ne sera pas plus question de dictature du prolétariat que dans les nouveaux statuts du Parti communiste français. Ils sont rédigés à partir d'études réalisées dans un cadre professionnel, celui d'un centre de recherches, et pour le compte de divers appareils d'Etat. Comme d'ailleurs la plupart des recherches « marxistes » actuelles. Il faut quand même s'interroger sur le statut de telles recherches !

A mon avis, ce phénomène (la recherche marxisante financée par l'Etat) est lié à l'existence d'un champ de problèmes bien délimité où se justifient (partiellement) *et* la réduction du marxisme à un discours « objectif », académique, universitaire, *et* l'intérêt que peuvent y porter certaines fractions de la classe dominante. Ce champ de problèmes où il est loisible de pratiquer un « strouvisme conscient [1] », c'est l'étude des *contradictions au sein du bloc hégémonique*.

Ces contradictions sont provoquées en France par les conditions de la reproduction élargie de la domination du capital monopoliste. Révolutionnarisant en permanence le mode de produire et le mode de consommer, et par conséquence l'organisation de l'espace, celui-ci doit nécessairement remettre en cause le type de compromis réalisé avec

1. Au début de ce siècle, Strouvé, en Russie, utilisait le marxisme pour prouver aux classes dominantes qu'il était possible d'y développer le capitalisme.

d'autres couches sociales alliées, donc remettre en cause son système d'hégémonie. Cette remise en cause ne peut être pensée dans le seul cadre du discours idéologique sur la société servant de justification au système hégémonique révolu (celui de la « société bloquée », de l'alliance scellée après la Commune de Paris avec les « petits propriétaires »). Elle ne peut l'être non plus dans le cadre de l'idéologie inhérente au nouveau système hégémonique à mettre en place (celui de la « nouvelle société » fondé sur le progrès, la compétitivité, etc.). D'autant que celui-ci est remis en cause, avant même de s'être consolidé, par la crise générale de l'impérialisme. Il est donc utile, pour la technocratie « moderniste », de faire appel (oh ! pas trop !) à des études scientifiques, inspirées du matérialisme historique, réalisées dans le cadre de l'administration ou de l'université. Un état-major ne peut fonder son action sur les « analyses » de son service de la propagande.

Et de l'autre côté ? Celui des chercheurs appointés ? Je ne pose pas ici le problème d'une « déontologie » de la recherche marxiste (encore que, pour certains marchés d'études, il soit effectivement posé). Je pose le problème de la *validité des connaissances produites.*

A mon avis, ce champ de problèmes (celui des contradictions dans le bloc dominant) est effectivement passible d'une recherche universitaire, relativement indépendante du champ de la pratique sociale de la lutte des classes. « Les hommes, disait K. Marx, font l'histoire sur la base de conditions données, héritées du passé. » Comprendre théoriquement l'histoire n'a pas exactement le même sens (et n'implique pas le même engagement, les mêmes modalités dans le travail théorique) selon que l'on s'attache à l'histoire pour autant qu'elle est le produit de la reproduction des « conditions », ou selon que l'on s'attache au mouvement révolutionnaire des masses, à la transformation révolutionnaire des conditions [2]. S'il est très contestable, « moralement » et scientifiquement, de produire en chambre (et de vendre à l'Etat !) une « théorie des mouvements sociaux », en dehors d'un lien organique avec ces mouvements eux-mêmes (ce qui n'est possible que dans le cadre d'un « intellectuel collectif » effectivement lié aux masses), il me semble moins contestable qu'il soit possible, en tant qu'intellectuel « traditionnel », de se livrer à une ébauche d'analyse matérialiste de la dynamique de la reproduction des conditions [3].

La structuration de l'espace me semble un domaine particulièrement

2. Nous avons développé cette distinction, Henri Rouilleault et moi-même, dans un mémoire de D. E. S. de Paris-I : *Sur la pratique et les concepts prospectifs du matérialisme historique* (1972). Nous y indiquions notamment le champ de validité du « marxisme de la Nouvelle Ecole française » liée à l'œuvre de Louis Althusser. Voir A. Lipietz, « D'Althusser à Mao ? », *Les Temps modernes,* novembre 1973.

3. Il s'agit bien sûr de la définition gramscienne des « intellectuels traditionnels » et de « l'intellectuel collectif, organique ». Ce n'est pas un hasard sans

propre à ce type d'analyse. Non que « l'espace » ne soit pas en lui-même champ de déploiement de l'affrontement fondamental entre les classes, et de l'initiative créatrice des masses, comme le montre la multiplication des luttes urbaines et régionales pour le « droit de vivre au pays », contre la « restructuration », la « mobilité de la main-d'œuvre », etc. Mais parce que, alors même qu'il s'agit sans doute de la dimension la plus décisive de la régulation des contradictions au sein du bloc dominant, alors même qu'il n'est rien d'autre que la reproduction sociale dans sa dimension la plus matérielle, l'aménagement de l'espace est aujourd'hui en France une pratique sociale dont la théorie reste à faire, même comme théorie de la pratique des classes dominantes, même comme théorie du « poids mort des choses qui pèse sur les vivants », même comme théorie d'une structure réifiée.

Il faut dire que l'idéologie bourgeoise s'est elle-même montrée peu convaincante dans l'élaboration d'une « théorie » des pratiques spatiales des classes dominantes. Peu convaincante, et même peu arrogante, en France tout au moins : dans les pays anglo-saxons, en Allemagne, elle a su développer des écoles (économie régionale, théorie de la localisation) auxquelles l'Université française n'a réservé qu'un rôle tout à fait marginal. Nous accorderons pourtant une certaine importance à l'examen critique de ces théories. D'abord parce que, même si elles sont peu étudiées, elles semblent jouir d'un prestige de monopole, étant les seules, apparemment, à avoir traité de ces questions délaissées par les marxistes. Ensuite parce que leur existence, de même que leur relatif sous-développement, enfin leurs objets mêmes sont l'indice de problèmes véritables, problèmes qu'il faudra découvrir et traiter.

Disons tout de suite de quoi il s'agit : l'inégal développement des régions, de même que l'impossible maîtrise de l'espace par les seuls mécanismes du marché, et, partant, l'indispensable intervention de l'Etat constituent un défi à l'idéologie bourgeoise elle-même, à ses doctrines libérales et à ses théories apologétiques, fondées sur la « rationalité » automatique des lois de l'économie capitaliste. Dès lors, il est à la fois dangereux et nécessaire de développer une « théorie économique bourgeoise proprement spatiale ». *Dangereux,* parce qu'elle ne peut que mettre en lumière ce que le reste de la « théorie économique » s'emploie à cacher. *Nécessaire,* parce qu'il faut bien justifier, sinon guider, les « entorses » à la règle qui se manifestent dès que l'on prend en compte la dimension spatiale de la réalité capitaliste. *Nécessaire,* parce qu'il y a des contradictions à résoudre, à l'intérieur même du bloc dominant, et qu'il faut savoir comment s'y prendre : c'est le rôle de l'Etat, « intellectuel collectif » des classes possédantes.

---

doute si Gramsci a développé ce point à propos d'une question régionale, la question du Mezzogiorno.

Comme la théorie marxiste n'est pas faite pour ça, il n'est pas étonnant que jusqu'ici elle ne se soit guère, semble-t-il, occupée de ces problèmes (de même que, par exemple, elle ne s'est pas occupée jusqu'à une date récente de la question de la monnaie). Car la théorie marxiste est d'abord la théorie d'une pratique plus fondamentale : celle de la lutte qui se mène, sur tous les terrains, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Et c'est *à partir* des connaissances qui dérivent de cette pratique que se sont éclairées les contradictions secondaires au sein du bloc dominant lui-même. Par exemple : c'est à partir de l'analyse de l'exploitation, de la théorie de la plus-value (livre I du *Capital*), qu'on peut faire l'analyse du partage de la plus-value et des contradictions qu'engendre, du point de vue des capitalistes eux-mêmes, l'existence du rapport d'exploitation fondamental (livre III du *Capital*).

Quand donc les marxistes se sont-ils souciés de l'espace ? *Quand le rapport entre exploiteurs et exploités a pris une dimension spatiale,* quand la lutte des exploités a mis en lumière cet enjeu.

Marx et Engels ne parlent de l'espace qu'à propos des *origines* du mode d'exploitation capitaliste : la *division du travail,* la *séparation ville/campagne.* Encore n'en parlent-ils que sur le mode philosophique (si l'on met à part leurs écrits politico-militaires) : dans *L'Idéologie allemande,* dans l'*Anti-Dühring.* C'est qu'ils doivent affronter le problème que se posent tous les intellectuels dans la première moitié du XIX^e^ siècle : pourquoi la Révolution française n'a-t-elle pas apporté le bonheur en Europe ? Pourquoi voit-on une nouvelle classe sociale se lever contre le Nouveau Régime ?

Partant du problème de l'aliénation, de la critique de l'Etat, ils devaient partir du problème de l'espace. Mais ce n'était qu'un *point de départ,* vite abandonné au profit de l'étude des rapports sociaux dans leur généralité. Quant à nous, nous ne reviendrons à ce point de départ qu'en guise de conclusion, quand nous parlerons (un peu) de l'espace de dictature du prolétariat.

La question de la dimension proprement spatiale des rapports d'exploitation et de domination capitaliste devait resurgir trois quarts de siècle plus tard : avec *l'impérialisme et les luttes de libération* qu'il suscite. Dès lors, il n'y a plus seulement des exploiteurs et des exploités : il y a des *pays dominants* et des *pays dominés.*

Enfin, jusque *dans* les pays dominants, et en particulier en France depuis la guerre, il faut se rendre à une évidence : le perpétuel bouleversement des forces productives qu'impose l'accumulation capitaliste a, lui aussi, une dimension spatiale. La maîtrise de l'espace devient un enjeu de son incessant redéploiement, et la résistance des exploités, refusant d'être traités comme pions qu'on déplace, comme main-d'œuvre maniable, comme capital variable (... et mobile), engendre de nouveaux terrains de lutte, et les préoccupations théoriques qui leur correspon-

dent [4]. Luttes urbaines, luttes régionales ou « nationalitaires », luttes de l'immigration... Les « intellectuels traditionnels » qui rejoignent le combat des travailleurs (fût-ce pour le dévoyer vers les solutions réformistes), économistes, urbanistes, architectes, géographes, techniciens de l'aménagement ne sont pas seulement sollicités comme « porteurs de valises » ou « diffuseurs de tracts », ils sont requis *en tant qu'intellectuels* d'apporter leur pierre. Ce sont les revues telles *Espaces et Sociétés, Hérodote,* et, surtout (en ce qu'elles cherchent à fusionner les luttes populaires *contre* les appareils d'Etat et *dans* les appareils qui s'occupent de l'aménagement), les revues *Place* et *G. I. A. M.* [5].

Toutes ces luttes présentent plus ou moins deux caractères particuliers :

— s'y combinent la lutte entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas », et des luttes *entre « ceux d'en haut »* eux-mêmes ;

— ces luttes ont pour ennemi évident l'*Etat,* en temps que chose extérieure, et non des patrons ou des exploiteurs « en chair et en os ».

Bien entendu, ces deux traits sont intimement liés, et caractérisent toutes les « crises d'hégémonie ». La coprésence de ces deux traits dans les « luttes sur l'espace » — et les luttes écologiques en font partie — présente des avantages et des inconvénients.

Avantages : si les masses populaires savent s'unir, et se doter d'une direction solide, alors elles peuvent construire des « fronts » exceptionnellement larges contre leur ennemi principal, englobant des couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie. D'autre part, comme la cible est directement l'Etat, le caractère politique de l'affrontement est bien mis en lumière.

Inconvénients : ce sont les revers des avantages. Si les masses populaires se laissent diviser et perdent la direction, celle-ci échoit à l'une des fractions dominantes (« traditionaliste » ou « moderniste »), qui utilise alors les masses populaires comme gros bataillons, et finit par passer un compromis avec son adversaire, en détournant la colère des masses contre d'autres travailleurs. Et c'est le caractère « étranger », « lointain » de l'Etat qui est mis en cause, et non son caractère de classe.

Tout cela n'a rien d'original. C'est le problème des luttes de libération nationale, comme des luttes urbaines, comme des luttes contre les

4. Sur l'état de la question, voir l'article d'Alexandre Faire et Gustave Massiah. « La Crise de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, et ses conséquences sur la recherche », *Espaces et Sociétés,* mai 1974.

5. *G. I. A. M.,* bulletin du Groupe Information Aménagement, s'occupe surtout des luttes populaires en zone rurale (19, avenue des Gobelins, 75013 Paris). *Place* s'occupe surtout des luttes urbaines et des luttes dans le système de production de cadre bâti (1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

camps militaires, contre les centrales nucléaires, comme de toutes les luttes écologiques, régionalistes, mais aussi les luttes dans l'enseignement, mais aussi le combat des femmes, etc.

Bref, il en va ainsi de tout ce que les militants politiques d'extrême gauche appellent « fronts secondaires », qui mobilisent des coalitions interclassistes sur un terrain d'oppression qui n'est pas propre au prolétariat.

Ici précisément intervient la responsabilité des intellectuels qui font l'analyse du « camp dominant ». Travail certes rébarbatif, « pas principal », relativement autonome par rapport à l'activité au sein des « intellectuels collectifs » du camp populaire. Comprendre l'enjeu *interne* au bloc dominant du remodelage de ses propres organes de régulation de ses contradictions, du remodelage de ses formes d'appropriation de l'espace, cela peut éviter de poursuivre de fausses cibles, de s'enrôler sous une fausse bannière, de passer de mauvais compromis [6]. Et, plus positivement, cela permet de connaître les faiblesses de « ceux d'en haut », et comment exploiter leurs divisions.

•

L'enjeu de ces chapitres n'est donc pas directement politique, mais théorique. Nous allons chercher à comprendre comment le capitalisme se reproduit et se développe sur (ou dans) un espace différencié. Nous devrons réfléchir :

1. Sur *ce qu'est l'espace lui-même :* quel rapport il entretient avec les objets qu'étudie le matérialisme historique, en particulier « le mode de production capitaliste ».

2. A partir de là : comment le matérialisme historique nous permet-il de comprendre le caractère hétérogène, *inégalement développé,* de l'espace concret, et la polarisation entre les nations, entre les régions ? Et cela, non pas en partant du grand principe de la « loi du développement inégal », mais en partant des causes concrètes [7].

3. Cet inégal développement des régions étant historiquement acquis,

6. Par exemple, la « municipalisation des sols » est une revendication qu'une fraction de la bourgeoisie moderniste, représentée par des hommes comme M. Rocard, a mise en avant pour mobiliser, contre des secteurs « archaïques », la révolte des masses contre la cherté du logement et l'urbanisation anarchique. Voir A. LIPIETZ, *Le Tribut foncier urbain,* Maspero, Paris, 1974.

7. Marx, Lénine et Mao ont maintes fois insisté sur le fait que les « grandes lois » de la dialectique matérialiste (développement inégal, négation de la négation) ne peuvent pas jouer un rôle « explicatif ». Il faut à chaque fois, dans l'analyse concrète du particulier, retrouver leur caractère universel.

quel rapport *actuel* entretient-il avec l'accumulation capitaliste ? En particulier, comment le capital monopoliste « utilise »-t-il cet inégal développement ?

4. « Le capitalisme » n'est pas une entité douée de raison, mais la structure qui domine et que reproduit la pratique d'agents privés : les capitalistes. La régulation de ces pratiques privées qui concourent à la reproduction du capital social, c'est la loi de la valeur. *Existe-t-il une « loi de la valeur dans l'espace »*, qui régule spatialement l'activité des capitalistes individuels ? Nous verrons que non.

5. Les simples mécanismes économiques ne permettant de maîtriser ni les conséquences socio-politiques du développement inégal, ni même les conditions de l'inscription dans l'espace des activités capitalistes, nous en arriverons ainsi au *rôle de l'Etat.*

Nous aurons ainsi mis à jour un certain rapport entre division du travail, division de l'espace, rapports marchands et rapports étatiques. Ce qui nous ramènera (et ce sera notre conclusion) aux premières remarques de Marx et d'Engels sur la question — et à l'inévitable dictature du prolétariat.

Un dernier mot. Il ne saurait être question, dans ce court essai, de traiter de l'ensemble de ces problèmes. Beaucoup plus modestement, il s'agira d'*esquisser,* en partant des concepts généraux du matérialisme historique et dialectique, de la critique de l'économie « spatiale » bourgeoise, et des travaux déjà riches des théoriciens marxistes de l'impérialisme, *des pistes de travail* pour des travaux ultérieurs, associant économistes et géographes.

S'il advient que des « intellectuels traditionnels », cherchant à se transformer en « intellectuels organiques » du mouvement révolutionnaire des masses, parviennent à faire leur profit de cette analyse du « camp de l'ennemi », à la rectifier et à la réinterpréter du point de vue du camp du peuple, du point de vue de sa lutte, elle n'aura pas été inutile... malgré son volontaire défaut théoriciste.

1

Qu'est-ce que l'espace ?

Alors que le temps a fait depuis longtemps l'objet de longues et profondes réflexions philosophiques et épistémologiques, la réflexion sur son double, l'espace, semble ignorée non seulement par les philosophes, mais même par ceux dont la profession est d'en étudier le contenu : les géographes [1]. On peut se demander pourquoi. Je ne m'y essaierai pas ici, mais je voudrais quand même avancer une raison, pour autant qu'elle renvoie à de graves et agaçants problèmes de rédaction. Si on se mettait à penser rigoureusement le concept d'espace, on se demande où l'on pourrait aller chercher des remplaçants pour ces approximations si commodes que sont les *métaphores spatiales* et qui nous servent à penser, à parler du reste : le temps, les rapports... [2] La notion d'espace est une espèce de bric-à-brac informe où l'on va puiser des expressions qui servent à donner une allure rigoureuse au discours sur les autres aspects du réel. Dans cet essai, on cherche à passer de la notion au concept, et pour cela on utilisera un langage conceptuel préétabli, lui-même bourré d'allusions spatiales. Il faut s'y résigner !

1. N'étant pas géographe, je m'appuierai sur l'article « La Géographie » de Yves Lacoste, dans le tome 7 *(La Philosophie des sciences sociales)* de l'*Histoire de la philosophie,* publiée aux éditions Hachette sous la direction de François Chatelet, Hachette, Paris, 1972. Ce texte a été repris et développé dans Y. Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre,* Petite Collection Maspero, Paris, 1976.

A présent, les géographes marxistes se sont dotés d'une revue de réflexion critique : *Hérodote.*

2. Il y en a plusieurs dans cette simple phrase et de nombreuses dans l'Avertissement ! Et nous verrons qu'elles ont leur source (!) en général dans la conception empiriste de l'espace.

I. La conception empiriste de l'espace

Ce dont nous cherchons à traiter ici, c'est de ce qui est abordé par la géographie « humaine » d'une part, et par deux branches de la science économique dominante d'autre part : l' « économie régionale » et la « théorie de la localisation ».

Pour les géographes [3], il existe dans le réel des morceaux, spatialement délimités : les « régions » ou « pays », réalités géographiques immédiatement lisibles, identifiables, et qu'il reste à décrire avec le maximum de finesse. Cette conception est poussée jusqu'au bout avec la notion de « personnalité de la région » de Vidal de la Blache. « Ces "personnalités" sont des *données* de la nature et de l'histoire et non pas une *construction* de géographe, le résultat de ses propres raisonnements » (Y. Lacoste). Il est très facile de dénoncer les tares de cette conception empiriste, et Y. Lacoste le fait brillamment, soulignant la part d'arbitraire qu'il y a dans le *choix de la délimitation des régions* (dans l'écrasante majorité des cas, elle correspond à une formation géologique, une région de l'Ancien Régime, une zone climatique) et dans le *tri du contenu* méritant d'être décrit. La « nouvelle géographie quantitative » anglo-saxonne, qui s'acharne à quantifier la description et oublie qu' « il faut réfléchir pour mesurer et non pas mesurer pour réfléchir » (Bachelard), ne nous fait guère avancer.

Si nous passons maintenant chez les économistes, on trouve une conception de l'espace apparemment bien différente : leurs espaces sont des espaces mathématiques, extrêmement abstraits [4]. Et pourtant, il s'agit bien de la même conception fondamentalement empiriste de l'espace : un *contenant* donné pour existant, où viennent *s'inscrire* les choses décrites.

Les théoriciens de l' « économie spatiale » ou régionale (de Lösh et Von Thunen à Alonso) appréhendent la dimension spatiale des problèmes économiques de deux façons :

— en partant des théories économiques générales et en *désagrégeant* leurs objets en sous-objets régionaux. L'espace économique se présente alors comme un ensemble discret de points, avec une « distance » entre les points. On peut ainsi faire de la théorie de la

3. Toujours selon Lacoste, et en n'ignorant pas les nouvelles directions de recherche qui se dessinent dans cette discipline.

4. Il s'agit en général d'espaces :

— *euclidiens* (à deux dimensions) : c'est l'espace de la géométrie plane que l'on étudie dans les lycées ;

— *discrets* : ce sont des ensembles de points (en nombre fini en général) qui ont chacun leurs propriétés, et entre lesquels on peut définir par exemple une distance, un flux, etc. Exemple : le plan du réseau du métro.

localisation (en microéconomie), ou étudier le « commerce extérieur » entre les points (qui peuvent être des régions ou des nations), etc. ;

— en considérant l'espace euclidien à deux dimensions comme un bien en soi : de la « surface » que l'on consomme, mais qu'on ne produit pas. C'est l'optique de la formation de rente en économie spatiale (c'est le cas d'Alonso).

En réalité, espace discret et espace euclidien ne sont que deux formes raffinées d'une même perception empiriste d'un espace homogène et isotrope, neutre, dans lequel se développeraient les faits économiques.

Dans le premier cas, c'est le découpage lui-même de l'espace économique qui est « donné », chaque région, ville ou pays se réduisant alors à une « personnalité » empiriquement mesurable. Le choix des paramètres descriptifs est imposé par les préoccupations de l'économiste (propension marginale à importer, coût du transport en un autre point...).

Dans le second cas au contraire, le découpage n'est pas donné, et la théorie vise à l'expliquer. Mais ce qui reste *donné,* c'est la matérialisation d'un espace unique, a priori disponible pour tel ou tel usage et occupation, *préexistant à l'activité pratique* qui se l'approprie, comme à l'*activité théorique* qui le considère comme « donné » avec ses propriétés topologiques (isotropie, continuité, etc.). La conception de l' « espace-plan consommable » est à la conception de l' « espace discret » ce qu'est la conception du « temps linéaire où se déroulent les événements » à la conception des « nuits du 4 Août » et des « siècles de Périclès ». C'est le rapport empirique d'un contenant à un contenu : il y a de l'espace et s'y déploient des choses. On peut chercher à décrire ces choses (l'espace occupé par ces choses), ou décrire cet espace (l'usage de cet espace pour les choses). Ce qui n'est pas remis en question, c'est la perception immédiate d'*un* espace *occupable* ou occupé.

J'ai montré, à propos du « tribut foncier urbain », la faiblesse de ces théories qui appréhendent le sol comme « bien » caractérisé par la « distance au centre » et sa « surface ». En réalité, ce qui est payé, c'est le « droit de disposition » dans un espace juridique qui se superpose (s'articule) à une division économique et sociale de l'espace, laquelle est l'effet spatial concret de l'articulation des multiples rapports et pratiques de la sphère économico-sociale. Les divers acheteurs visent tel ou tel mode d'inscription dans telle ou telle structure de cette sphère, les propriétaires se situent, eux, par rapport à cet espace juridique et à ses connotations idéologiques. Quant à l'Etat (instance politique), il est à même, dans la poursuite des buts qui lui sont assignés (essentiellement le maintien de la structure sociale), de modifier la division économique et sociale de l'espace — comme l'espace juridique lui-même — moyennant telle ou telle pratique spécifique. Et ainsi de suite...